

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DES PROCEDURES PUBLIQUES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES
ET DES INSTALLATIONS CLASSEES
RC/AD

ARRÊTÉ

n° 2014218-0008 du - 6 AOUT 2014

portant mise en demeure à la société SCHROLL installée à Colmar de se conformer aux dispositions relatives à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7, du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

VU la circulaire du 3 août 2007 relative aux installations classées et l'arrêt du Conseil d'État du 9 juillet 2007 sur la procédure de mise en demeure,

VU l'arrêté préfectoral n°962695 du 31 décembre 1996 réglementant les installations exploitées par la société COLMAR VIEUX PAPIERS dont le siège social était situé rue Edouard Branly, Zone industrielle, à Colmar (68000),

VU le récépissé de changement de raison sociale délivré le 16 juin 2005 à la société SCHROLL Colmar dont le siège social est situé 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000),

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2014 suite à la visite effectuée le 3 juillet 2014,

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 3 juillet 2014, il a été constaté que la société SCHROLL a effectué une séparation des stockages de balles en différents îlots, dont la longueur peut être supérieure à 10 mètres, et la distance entre deux balles étant parfois inférieure à 3 mètres,

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1996, qui prévoit que « *les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres.*

La taille maximum d'un bloc sera de :

- *profondeur : 10 m*
- *largeur : 5 m*
- *hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture »,*

CONSIDÉRANT que le non-respect de cette prescription peut avoir des conséquences, un incendie pouvant se propager aux différentes balles, des flux thermiques importants pouvant se propager au-delà de la limite du site, et empiéter sur la voie publique reliant une bretelle d'autoroute, lieu de grand passage de véhicules,

CONSIDERANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

AR R E T E

Article 1^{er} :

Dans un délai de trois semaines, la société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est installé 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000), est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1996 pour ses installations exploitées 26 rue Edouard Branly à Colmar (68000) :

« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :

- *profondeur : 10 m*
- *largeur : 5 m*
- *hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture ».*

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société SCHROLL.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la société SCHROLL.

Fait à Colmar, le **- 6 AOUT 2014**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
Secrétaire Général suppléant

Laurent LENOBLE

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. de ces décisions.